

REGLEMENT DE CONSULTATION

MAITRE D'OUVRAGE
MAIRIE DE GUELTAS 2, place de la Résistance 56920 GUELTAS
Tél. 02 97 51 53 34

MAITRE D'ŒUVRE
Vincent BIZIEN Le fros 56580 ROHAN Tél : 06 45 75 89 39 email: bizienv@gmail.com

OPERATION
Rénovation et extension pour un restaurant 4, rue de la grotte 56920 GUELTAS
Avril 2024

CHAPITRE I - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres concerne la :

Rénovation et extension pour un restaurant

Les offres devront parvenir :

par voie électronique sur la plate forme Mégalis BRETAGNE

MAIRIE DE GUELTAS

2, place de la Résistance
56920 GUELTAS

pour le :

Samedi 1er juin 2024 à 12 H dernier délai

Début prévisionnel des travaux : **Septembre 2024**

CHAPITRE II - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1. Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

Procédure de passation : procédure adaptée – Article R2123-1 (modifié par le Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 relatifs aux marchés publics

Les offres devront être en langue Française

2-2 Maître d'ouvrage

MAIRIE DE GUELTAS

2, place de la Résistance
56920 GUELTAS
Tél. 02 97 51 53 34

2.3 Maîtrise d'oeuvre

Vincent BIZIEN
Le fros 56850 ROHAN
Tel : 06 45 75 89 39
email : bizienv@gmail.com

2.4.Décomposition en lots et tranches

La présente opération se décompose en 1 tranche - Les travaux sont répartis en 9 lots + un document " Généralités"

Lot n° 1 Terrassement-VRD

Lot n° 2 Démolition - Gros-œuvre

Lot n° 3 Charpente bois -

Lot n°4 Couverture-Zinguerie

Lot n°5 Menuiseries extérieures – Serrurerie

Lot n°6 Menuiseries intérieures

Lot n°7 Cloisons Isolation
Lot n° 8 Electricité - VMC
Lot n° 9 Plomberie – Sanitaire
Lot n°10 Chauffage
Lot n° 11 Revêtements sols
Lot n° 12 Peinture

2-5 Contrôle technique

La mission de contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction est confiée à :

Un contrôleur technique sera missionné au cours de la phase de consultation des entreprises

2-6 Coordonnateur S.P.S

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera assurée par :

Un coordonnateur sera missionné au cours de la phase de consultation des entreprises

2.7. Complément à apporter au C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

2.8 Variantes et P.S.E (Prestations Supplémentaires éventuelles)

Les concurrents doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de base.

2-8-1 P.S.E

Les candidats doivent obligatoirement chiffrer en incidence sur le montant total des travaux, les P.S.E précisées au C.C.T.P.

2-8-2 Variantes

Les variantes à l'initiative de l'entrepreneur seront analysées et autorisées sur justifications techniques de la faisabilité des travaux par rapport à la variante. Seul le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'oeuvre sera habilité à accepter la variante.

2.9. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé à : 12 mois (compris préparation et congés)

à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer

2.10.Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.11.Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre vingt dix jours (90) à compter de la limite de remise des offres

2.12.Propriété intellectuelle des projets

Les propositions techniques présentées par les entreprises demeurent leur propriété intellectuelle.

2.13.Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans objet.

CHAPITRE III - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

A – Pièces de candidature :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature exigée
Lettre de candidature. Le candidat pourra s'il le souhaite utiliser les formulaires DC1 et DC2	OUI
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner	OUI
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	NON
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente pour les candidats étrangers	NON
Pouvoir habilitant le signataire des pièces à engager la société	NON

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature exigée
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	NON
Pour les entreprises nouvelles, une déclaration appropriée de banques	NON
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels liés aux travaux concernés	NON

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature exigée
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	NON
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	NON
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	NON
la réalisation du contrat	NON

Certificats de qualifications et/ou de qualité minimum demandés aux candidats :
Suivant spécificités notifiées au CCTP.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (co-traitant, sous-traitant), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature exigée
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	OUI
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) établi par le candidat suivant nomenclature du CCTP	OUI

Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, selon les critères demandés. Le candidat rédigera le mémoire technique à sa convenance.	OUI
Une attestation de visite du bâtiment existant	OUI

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

B – Visites sur site :

Les conditions de visites sont les suivantes :

La visite du site est obligatoire pour tous les lots.

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Clés à récupérer à la Mairie de Gueltas – 02 97 51 53 34 (vérifier préalablement les heures d'ouverture)

Preuve de passage : Attestation à signer en Mairie, ou complétée de deux photos prises sur site (pas de vues récupérées sur internet).

CHAPITRE IV - Examen des candidatures et des offres

A - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières

B - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Critères de jugement des offres :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie au regard des deux critères suivants :

Critères	Pondération
1- Valeur technique	60,00%
2- Prix des prestations	40,00%

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Valeur technique

La valeur technique sera jugée au regard de la pertinence du mémoire technique justificatif qui devra exposer :

les moyens humains (détail des équipes) et matériels propres au chantier, affectés à la réalisation et au suivi du chantier

Proposition pertinente = 20

Proposition non pertinente ou pas abordée = 0

la méthodologie envisagée à la réalisation des présents travaux : délais de réalisation afin de respecter le planning, procédés et solutions techniques mis en œuvre par l'entreprise pour la réalisation des travaux,

Proposition pertinente = 20

Proposition non pertinente ou pas abordée = 0

la méthodologie de gestion des déchets, de nettoyage de chantier et approche environnementale envisagée,

Proposition pertinente = 10

Proposition non pertinente ou pas abordée = 0

les moyens envisagés afin de réduire les nuisances (voisinage, poussière, bruits, ...).

Proposition pertinente = 10

Proposition non pertinente ou pas abordée = 0

Prix des prestations

Détail de la notation :

$$\frac{(\text{offre moins disante} \times 2) - \text{montant offre notée}}{\text{Montant offre moins disante}} \times 40$$

C - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les candidats sur l'ensemble des critères mentionnés ci-avant.

La négociation sera organisée avec les candidats ayant présentés les trois meilleures offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

CHAPITRE V - CONDITION D'ENVOI DE REMISE DES OFFRES

LES PLIS DEVRONT ETRE REMIS PAR VOIE ELECTRONIQUE :

Conformément aux dispositions des articles 40 et 41 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur, à partir du 1er octobre 2018, exige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.org>

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format PAdES, XAdES, CAdES (le format PAdES étant privilégié).

Toutefois, la signature électronique n'est pas exigée au dépôt de l'offre mais le sera uniquement avec l'attributaire.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

Vous avez la possibilité de répondre au travers du DUME, à partir l'adresse <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Les entreprises qui ne sont pas encore en possession de leur signature électronique peuvent néanmoins déposer leur pli par voie électronique sur la plate forme Mégalis BRETAGNE.

La signature électronique ne sera exigée qu'à la signature de l'acte d'engagement en phase attribution.

La taille maximale acceptée par Mégalis BRETAGNE est de 450 MO environ.

CHAPITRE VI - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

A - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats

devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande à :

d'ordre administratif:

MAIRIE DE GUELTAS

2, place de la Résistance

56920 GUELTAS

Tél. 02 97 51 53 34

d'ordre technique :

Vincent BIZIEN - Maître d'œuvre

Le fros 56850 ROHAN

Tel : 06 45 75 89 39

email : bizienv@gmail.com

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalisbretagne.org>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

B - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de RENNES – 3 Contour de la motte – CS 44416 - 35044 RENNES CEDEX

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de RENNES

Téléphone : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

CHAPITRE VII - OBTENTION DES DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Les dossiers de consultation sont à retirer sur le site : <https://marches.megalisbretagne.org>